



Grève sur les éditions Ici : Le bras de fer continue

Après 6 jours de grève dans le réseau régional, la direction a repris contact avec les syndicats pour de nouvelles propositions. L'impact sur nos antennes est très important : près de 240 JT annulés soit 87% des éditions. Et le mouvement continue ce mardi.

Les syndicats tiennent d'abord à souligner la magnifique mobilisation des salariés pour défendre leurs conditions de travail, retrouver le sens de leur métier et sauvegarder la crédibilité de leur antenne régionale.

La direction du réseau, en bon petit télégraphiste de la direction générale, a proposé de réduire les éditions Ici du soir à 30mn en incluant une page d'information nationale et internationale réduite à 7 minutes. Par ailleurs, la direction des programmes de FTV serait chargée de fournir un programme de comblement à 19h45.

Le seul objectif de cette direction semble être de sauver un projet imposé par la P-DG de FTV. Peu importe l'impact sur les salariés, sur nos missions de service public ou nos principes déontologiques et éditoriaux. Elle souhaite visiblement amoindrir encore la présence de l'information nationale et internationale sur notre chaîne en refusant que la rédaction nationale puisse fournir à 19h45 une édition d'information nationale et internationale, conformément à ses compétences, à l'aspiration de ses équipes et à la revendication des organisations syndicales.

Peut-être ne souhaite-t-elle tout simplement pas laisser prospérer le moindre espoir d'un retour en arrière. Mais à ce stade de mal-être et de contestation, qui peut imaginer une seule seconde une reprise des éditions initiales Ici telles qu'imposées le 4 septembre ?

Cet entêtement de la direction, responsable de cette situation, est un mépris un de plus, jeté à la face des salariés. Nous ne pouvons l'accepter d'autant qu'aucune proposition sur d'éventuels moyens supplémentaires n'a été faite. Cette dernière question nous paraît absolument cruciale.

Ces propositions de la direction, faites sans conviction, ne sont pas à la hauteur de la mobilisation des salariés. Les syndicats insistent. Ils réitèrent à la direction leur demande d'un moratoire sur les tranches d'information nationale et internationale le temps de remettre à plat le projet.

Il nous faut donc poursuivre notre mobilisation. Et parce que cela suppose un effort financier important nous avons décidé de lancer une caisse de grève afin de soutenir ceux qui en ont besoin.

La lutte continue, dans la plus grande unité.

Paris, le 14 novembre 2023